

Tarif des douanes (n° 2)  
REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU  
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE TARIF DES DOUANES (N° 2)

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton): Que le bill C-195, tendant à modifier la loi sur le Tarif des douanes (n° 2), soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité plénier.

**M. William C. Frank (Middlesex):** Monsieur l'Orateur, cet après-midi, quand j'ai signalé qu'il était 5 heures, j'avais presque terminé ce que j'avais à dire au sujet de la baisse des droits de douane de 17.5 à 15 p. 100 sur les maisons mobiles et les roulottes fabriquées au Canada. Récemment, j'ai songé à un autre aspect de la question dont j'aimerais vous entretenir pendant quelques instants, soit qu'au lieu de critiquer cette baisse je préférerais recommander une hausse des droits sur les œufs destinés à l'éclosion importés au Canada, en vue de protéger nos propres éleveurs de poulets à griller.

L'embargo américain récemment placé sur la farine de soja et autres produits a eu pour effet de fixer le prix de la farine de soja au Canada qui coûte aujourd'hui environ \$450 la tonne. Aux États-Unis, à la suite de ce même embargo, le prix du marché de la farine de soja, aujourd'hui à midi, était de \$193 la tonne. C'est dont dire que les éleveurs de poulets à griller aux États-Unis sont en bien meilleure posture que leurs rivaux canadiens. L'éleveur qui nourrit des poules dont les œufs sont destinés à donner des poulets à griller paie plus cher en nourriture, par douzaine d'œufs, que l'aviculteur commercial. L'éleveur de poulet de gril nécessite environ 35 livres d'aliments pour 100 volailles comparé à 23 livres pour 100 poules pondeuses.

● (2010)

On peut voir facilement que l'écart des coûts est important. L'équivalent de l'éleveur américain de poulets de gril peut acheter des protéines jusqu'à \$200 de moins la tonne que l'éleveur canadien et est donc beaucoup plus concurrentiel. Il lui est possible d'expédier des œufs au Canada et de concurrencer nos producteurs d'œufs. Le coût réel de la douzaine d'œufs semble être de 18c. inférieur pour le producteur américain.

C'est une situation qui mérite qu'on s'en préoccupe immédiatement au moins à titre provisoire et jusqu'à ce que l'embargo américain de 90 jours prenne fin. J'espère que le ministre étudiera sérieusement cette question car je suis convaincu que, provisoirement, cela en vaut la peine. Si nous ne faisons rien, nos producteurs de poulets de gril et d'œufs seront forcés de battre en retraite et probablement de se retirer de ce commerce. Une fois ce genre d'activité disparue, il est rare qu'elle réapparaisse.

La liaison entre le ministre des Finances (M. Turner) et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est meilleure qu'elle n'était entre le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray) et le ministre de l'Agriculture. Le ministre de la Consommation et des Corporations était prêt à verser \$100,000 supplémentaires à l'Association des

[M. l'Orateur suppléant.]

consommateurs du Canada, censément pour lutter contre les organismes de commercialisation. C'est difficile à croire. Questionné à ce sujet, le ministre de l'Agriculture a répondu qu'il n'était pas inquiet car cette association ne trouverait rien à reprocher aux organismes de commercialisation. Autrement dit, cela voulait dire: «Qu'est-ce que \$100,000 de plus?» C'est pourquoi j'espère que la liaison est meilleure maintenant qu'alors. Ces \$100,000 seraient plus utiles si on s'en servait pour améliorer les relations entre villes et campagnes. Nous sommes tous des consommateurs, que nous soyons des citadins ou des ruraux. C'est un domaine qu'il faut améliorer et l'Association des consommateurs du Canada devrait essayer d'aider les ruraux et les citadins à mieux se comprendre.

Le ministre des Finances devrait sérieusement envisager l'adoption d'un programme provisoire d'aide aux producteurs canadiens d'œufs.

**M. Harry Olausen (Coast Chilcotin):** Monsieur l'Orateur, notre politique commerciale a toujours été caractérisée par des droits de douane élevés sur les articles d'importation. Cette politique, que l'on appelle «politique nationale», fut lancée par le parti conservateur après les élections de 1878 et poursuivie par les divers gouvernements des deux partis qui se sont succédés. par la suite.

Le parti libéral a toujours été connu comme le parti des droits de douane peu élevés. Cependant, l'histoire prouve le contraire. Le parti libéral, tout comme le parti conservateur, est un parti de droits de douane élevés. Le Nouveau parti démocratique, d'autre part, ne croit pas que les problèmes du Canada, au niveau national ou international, pourront être résolus grâce à une politique de droits de douane élevés.

Il faut répondre aux besoins du marché intérieur canadien d'une façon aussi ordonnée que possible. On ne peut pas ne pas tenir compte des besoins des fabricants ainsi que de ceux des consommateurs. C'est pourquoi j'approuve le bill C-195, tendant à modifier le Tarif des douanes du Canada, proposé à la Chambre des communes par le ministre des Finances (M. Turner), non parce qu'il permettra de résoudre tous nos problèmes économiques et apportera une aide permanente aux consommateurs de notre pays, mais dans la mesure où il cherche à s'attaquer au prix élevé des marchandises et à la tendance inflationniste qui existe dans notre pays. J'espère que les réductions tarifaires envisagées ne seront pas provisoires et qu'elles seront prolongées aussi longtemps que possible.

J'exhorte le gouvernement à reconnaître que ces réductions sont nécessaires dans plusieurs autres domaines qui ne sont pas mentionnés dans le bill à l'étude. Ces autres domaines devraient faire l'objet d'une discussion et être inclus dans des amendements lorsque le bill sera renvoyé au comité.

L'un des domaines que j'invite le gouvernement à étudier est la nécessité d'une diminution non seulement pour les produits finis, mais également pour les matières premières qui doivent être importées pour l'industrie de fabrication dans notre pays. Cela est indispensable si le gouvernement souhaite réellement créer des emplois et diminuer les prix à la consommation. Cela représente le point essentiel de la doctrine de notre parti dans la mesure où il nous semble indispensable de fabriquer et de transformer les matières premières dans notre pays. Il est indispensable que l'importation de matières premières aux fins de fabrication figure en haut de la liste des amendements qui seront apportés au projet de loi si nous voulons élaborer une politique visant à créer plus d'emplois et à